

Mlle MacDonald (Kingston et Les Îles): Le gouvernement soutient-il que le règlement des droits des Indiens est une question plus sociale et politique que juridique et, dans l'affirmative, le gouvernement est-il disposé à élargir les normes juridiques restrictives qu'il a invoquées jusqu'à maintenant en ce qui concerne les droits des aborigènes à la baie James?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, nous avons, au cours des trois dernières années, travaillé très fort en vue de réunir les Indiens et les autorités du Québec et essayer de trouver une solution. Nous avons été présents à toutes les séances de négociation sauf que, à un certain moment, les Indiens ont jugé bon d'arrêter les discussions et d'aller devant les tribunaux, et c'est alors que nous les avons aidés à présenter leur cause devant la cour. Je dois dire que les Indiens l'ont très bien présentée jusqu'à maintenant, et je n'ai rien à leur reprocher; je ne pense pas que nous devrions être paternalistes et prendre la place des Indiens dans ce débat.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

LA PROMESSE DES BANQUES AU SUJET DES FRAIS D'ASSURANCE-HYPOTHÈQUE D'ÉVALUATION ET D'AMORTISSEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Finances. En plus des garanties données à la Chambre hier par le ministre que les banques dans un geste magnanime n'augmenteraient pas le faible taux hypothécaire d'intérêt de 10 p. 100 et qu'elles continueraient à offrir des hypothèques, a-t-il également obtenu des banques la garantie qu'elles n'augmenteraient pas les divers frais associés aux hypothèques, par exemple, les frais d'assurance-hypothèque, les frais d'évaluation et la période d'amortissement de ces hypothèques?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je vais certainement me renseigner pour savoir si les allégations du député sont bien fondées.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, ...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'accorderai la parole au député dans un instant. Il y a au moins cinq ou six députés qui veulent poser des questions supplémentaires. Si nous poursuivons dans la même veine pour chaque question, nous ne ferons pas beaucoup de progrès pendant la période des questions. J'accorde la parole au député d'Oshawa-Whitby, puis au député de Davenport.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, il règne peut-être dans l'esprit du ministre une certaine confusion causée par un certain congrès qui se tient actuellement. Ma question était vraiment une question et non pas une allégation. J'ai demandé au ministre s'il vérifierait et obtiendrait des banques la garantie qu'elles n'augmenteront pas la gamme

Questions orales

des frais de service qu'on leur permet d'ériger et qui sont associés aux hypothèques accordées aux gens.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je vais certainement me renseigner à ce propos.

* * *

LES PRIX DE L'ALIMENTATION

LES CONSÉQUENCES DE LA RÉGLEMENTATION AUX É.-U.

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Comme le prix de détail du bacon est tombé en quelques semaines de \$1.79 à \$1.19 cette fin de semaine, grâce à la politique du gouvernement...

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Caccia: ... puis-je demander au président du Conseil du Trésor s'il placera immédiatement des fonds à la disposition des députés de l'opposition officielle pour qu'ils puissent visiter les États-Unis et constater eux-mêmes les conséquences désastreuses des politiques du contrôle qu'ils recommandent pour le Canada?

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA POLITIQUE DES PRIX ET DES REVENUS—LES INTENTIONS DU MINISTRE DES FINANCES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Nous sommes tous heureux qu'il survive à la bataille qui fait rage au Château Laurier. Sachant que le ministre est un homme ambitieux, monsieur l'Orateur, et compte tenu de l'appui croissant, à l'intérieur du parti libéral, à une politique des salaires et des prix...

M. Fairweather: Ou à toute politique.

M. McGrath: ... or d'ailleurs à n'importe quelle politique propre à juguler l'inflation, puis-je demander à l'ambitieux ministre des Finances, et je sais qu'il va soigneusement peser ses mots...

M. l'Orateur: A l'ordre. Il ne nous reste que très peu de temps et le député pourrait peut-être en arriver à sa question.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, je voulais simplement énoncer les prémisses avant de poser ma question de sorte que le ministre puisse me fournir une réponse réfléchie. Étant donné que de plus en plus de membres du parti libéral sont en faveur d'une politique des prix et des revenus, le ministre est-il prêt à réviser sa position à ce sujet?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je suis tout à fait prêt à faire inviter le député au congrès parce que ses arguments prouveront ce que j'avance encore mieux que les miens.